



HAUTS
DE
SEINE

NORD
ET
SUD



Messieurs les Directeurs, Messieurs les Trésoriers,

Nous, représentants du personnel et au nom des sections locales CGT Impôts et Trésor, de l'Union SNUI/SUD Trésor, nous tenons à clôturer ses sessions de réunions de fusion qui se déroulent dans le département depuis maintenant 2 mois.

Nous avons, à chaque réunion, tenu à nous adresser aux agents des 2 réseaux sans interférer dans le déroulement des réunions mais en dénonçant les dépenses dispendieuses et irraisonnées qu'engendre ce genre de propagande (distribution de brochures, convocation de l'ensemble des agents s'asseyant au passage sur les règles de nécessité de services qu'on nous oppose parfois pour d'autres circonstances...).

Sur la forme de ces réunions, nous sommes déjà intervenus pour dénoncer l'ambiance « langue de bois » et faussement rassurante des différents intervenants (du Ministre aux Directeurs), qui ont réussi le tour de force en 29 minutes d'intervention de ne parler à aucun moment du plus vaste plan de suppressions d'emplois que connaît actuellement notre administration depuis sa création (DGI et DGCP) !

L'entreprise de communication à outrance déployée depuis maintenant un an est le signe d'une grande fébrilité mais aussi de la crainte d'un rejet massif par les agents de cette entreprise de démantèlement de notre administration. Nos messageries sont bombardées de communiqués, nos portails Ulysse, Magellan et Eole sont squattés par les différentes interventions du Ministre ou du Directeur Général, Echange est devenu l'organe officiel de Bercy... Mais les agents ne sont pas dupes au printemps 2008 comme cet hiver, ils ont été parmi les secteurs d'activité les plus fortement mobilisés.

Sur le fond, la création de la DGFIP, emblème de la RGPP, est une opération de fusion dont les schémas et les buts sont les mêmes que les fusions boursières destructrices d'emplois. M. Woerth a annoncé 7 000 nouvelles suppressions d'emplois pour les deux années à venir. En réponse à un intervenant dans l'une des réunions, M. Bourgeon a admis que pour rendre les emplois demandés par le Ministre, il fallait « réformer » notre administration. Le but est donc clair : réduire drastiquement les dépenses et le service public dans un contexte où des centaines de milliards sont offerts aux institutions financières et aux groupes industriels qui financent ainsi leurs plans sociaux.

Arrêtez de prendre l'usager comme alibi, lui qui voit ses perceptions fermer et les conditions du service publics se dégrader d'année en année. Les collectivités locales non plus ne sont pas dupes,

vous leur avez fermé également leurs services de proximité et vous les avez jeté dans les turpitudes de Dexia et consorts.

La dégradation de nos missions ainsi que le mélange des genres par la confusion assiette/recouvrement permettra de mettre en place une taxation à la tête du client des plus riches et des entreprises, menaçant les fondements mêmes des principes fiscaux républicains d'égalité de traitement. La gestion des fonds publics deviendra une arme politique et dogmatique au profit d'une élite économique, à l'opposé de la satisfaction des besoins sociaux.

- Les agents des Hauts de Seine ne veulent pas de brochure mais une réelle considération qui passent par le respect intégral de leurs droits et garanties découlant du statut général et des statuts particuliers, l'arrêt du harcèlement statistique et des pressions quotidiennes.
- Les agents des Hauts-de-Seine veulent une reconnaissance de leurs qualifications pour lesquelles, ils ont sacrifié de leur temps soit en réussissant un concours, soit en bénéficiant d'une promotion de grade.
- Les agents des Hauts-de-Seine veulent exercer leurs missions dans des conditions de travail convenables, l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et les créations d'emplois suffisantes au regard de leurs charges de travail. Ils veulent le respect intégral de leur métier distinct d'assiette et de recouvrement et dénoncent les pics d'activités comme tentative de remise en cause de ces métiers.
- Les agents des Hauts-de-Seine veulent l'établissement d'un zonage nord/sud pour les affectations ALD, EDRA et EMR afin d'éviter une mobilité d'un bout à l'autre du département, nuisible à leurs conditions de vie et de travail.
- Les agents des Hauts-de-Seine ne souhaitent plus venir au travail tous les matins en perdant de l'argent, ils demandent que l'intégralité des pertes de salaire depuis 2000 soit compensée au minimum avec un acompte immédiat de 200 euros mensuels, ainsi que l'intégration de leurs différentes primes dans le traitement.
- Les agents des Hauts-de-Seine demandent que leur statut de fonctionnaire de l'Etat soit garanti avec le retrait pur et simple du projet de loi de mobilité et de parcours professionnel ainsi que la Prime de Fonction et de Résultat.